



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 6 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25 février 2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

Galva et Traitement de Surface - GTS

4 rue des Forges
ZI Nord
86200 Loudun

Références : 2026 334 UbD16-86 Env 86
Code AIOT : 0007201432

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25 février 2026 dans l'établissement Galva et Traitement de Surface - GTS implanté ZI Nord - avenue Ouagadougou 4 rue des Forges 86200 Loudun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Galva et Traitement de Surface - GTS
- ZI Nord - avenue Ouagadougou 4 rue des Forges 86200 Loudun
- Code AIOT : 0007201432
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'activité de la société GTS est la galvanisation à chaud de pièces métalliques (immersion des pièces métalliques, ayant subi préalablement un traitement de surface, dans un bain de zinc liquide). Le site de Loudun a été créé en 1990 (une chaîne de galvanisation constituant l'unité 1).

L'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2000-D2/B3-078 en date du 5 avril 2000 a pris en compte une

nouvelle ligne de galvanisation équipée d'un laveur (unité 2).

En 2005, la rétention et les cuves de l'unité 1 ont été renouvelées, avec mise en place du traitement des effluents atmosphériques et remplacement du four électrique par induction, pour le bain de galvanisation, par un four à gaz.

L'arrêté préfectoral complémentaire n° 2011-DRCL/BE-084 en date du 11 avril 2011 a supprimé et remplacé les articles 1, 4.2, 12.2, 12.4, et l'annexe « rejets à l'atmosphère - valeurs limites et surveillance », créé les articles 11.3 et 11.4 concernant l'autosurveillance des rejets atmosphériques et prescrit un bilan de fonctionnement.

En 2012, l'exploitant a mis en place l'aspiration des deux bains de zinc ainsi que deux dépoussiéreurs associés. Ces rejets sont ensuite rejetés au travers d'une seule cheminée.

En fin d'année 2018 une nouvelle aspiration a été installée sur les deux bains de dégraissant de l'unité 1.

Par courrier du 23 septembre 2013, la société a transmis la fiche navette modifiée concernant le statut, au regard de la réglementation « Industrial Emission Directive » (IED), de ses installations. Elles bénéficient de l'antériorité au titre des rubriques n° 3230 (transformation des métaux ferreux) et 3260 (traitement de surface des métaux).

Suite à la visite d'inspection diligentée le 16 mars 2021, l'arrêté préfectoral n°2021-DCPPAT/BE-192 en date du 30 septembre 2021 a mis à jour le classement des activités et définit, au titre de la réglementation IED, la rubrique 3230 alinéa c comme étant la rubrique principale de l'exploitation (conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles faisant référence au BREF FMP « transformation de métaux ferreux »). Un APC a été pris le 8 avril 2024 pour entériner l'instruction du dossier de réexamen IED et imposer des dispositions complémentaires notamment en matière d'analyses des sols et des eaux souterraines.

Par arrêtés préfectoraux du 21 mars 2024 et du 18 juin 2024, l'exploitant a été mis en demeure respectivement d'installer un dispositif de détection automatique d'incendie et de transmettre les résultats des campagnes d'analyses des substances PFAS,

L'entreprise emploie environ 40 salariés travaillant en 2 x 8, et complète l'effectif par le travail d'intérimaires (environ 14 personnes).

La société dispose sur une surface de 2,2 hectares :

- des 2 lignes de production ;
- d'une zone couverte de 3 000 m² pour le stockage des pièces finies ;
- d'un système commun aux 2 lignes de production de traitement des rejets atmosphériques à filtres à manche ;
- d'un débourbeur séparateur d'hydrocarbures mis en place pour récupérer les eaux pluviales de la zone extérieure en enrobé (stockage des pièces à traiter - circulation des véhicules).

Les 2 lignes de production sont constituées de :

usine 1

- situées sur une fosse, 2 bains de dégraissant d'une capacité unitaire de 44 m³,

situées sur une 2^e fosse :

- 6 bains d'acide d'une capacité unitaire de 44 m³. Un chauffage du bain à 18 °C est possible en hiver. Une aspiration latérale à la surface du bain envoie les vapeurs vers un laveur (lavage à l'eau des vapeurs) ;
- 1 bain de dézingage de 37 m³ ;

- 1 bain de fluxage de 42 m³ ;
- 2 rinçages « bain mort » ;

Les pièces sont ensuite placées dans un séchoir puis déposées dans le bain de zinc liquide (44 m³, 300 tonnes portées à 447 °C). Lors de cette opération des rideaux se ferment de part et d'autre du bain en même temps que l'immersion des pièces métalliques, permettant ainsi de récupérer un maximum les fumées de galvanisation afin qu'elles soient traitées. Enfin, un ponçage final est réalisé si besoin.

usine 2

La ligne de production est quasiment identique, avec 3 bains de dégraissant de capacité unitaire de 38,5 m³.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à

Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|--|---|--|-----------------------|
| 1 | Fiche de données de sécurité (FDS) | Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 2 | Mesures de maîtrise des Risques | Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 1 mois |
| 3 | Capacités de rétention des produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I | Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective | 2 mois |
| 4 | Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Etat des stocks de produits chimiques | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 | Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération régionale relative aux produits chimiques.

Les stockages des produits sont réalisés dans plusieurs locaux dédiés fermés à clés dans lesquels ils sont répartis par compatibilité.

La capacité des rétentions dans le local zonage 1 (Z1) est insuffisante, et un extincteur est à mettre

en place.

La gestion documentaire est un point d'amélioration.

Quelques FDS sont manquantes. Par ailleurs, des produits non identifiés dans l'état des stocks ont été identifiés. Cependant, ces dernières observations concernent des produits stockés en très faible quantité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

| |
|--|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35, |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS |
| Prescription contrôlée : <i>Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.</i> <i>Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.</i> |
| Constats : L'exploitant présente un fichier Excel de l'état des stocks contenant pour chaque produit un lien cliquable renvoyant vers les FDS qui sont accessibles sur le réseau informatique. Elles sont accessibles aux seuls agents qui sont amenés à manipuler les produits, et notamment aux deux techniciens de maintenance et à la Direction. L'exploitant n'avait pas les FDS de certains produits présents sur le site : pour 1 produit stocké dans l'atelier de maintenance, et 2 stockés dans le local de stockage Zone 5. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit tenir à disposition les FDS de tous les produits utilisés sur le site. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5 |
| Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles |
| Prescription contrôlée : <i>Tout utilisateur en aval identifie, met en œuvre et, le cas échéant, recommande des mesures</i> |

appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;

Constats :

Les produits chimiques sont stockés dans des locaux dédiés fermés à clé.

Par échantillonnage, la mise en œuvre des prescriptions de 2 FDS est vérifiée. Il s'agit de produits conservés dans leur contenant d'origine (IBC), et qui sont utilisés pour les bains de traitement.

Un des deux produits est stocké dans le local de stockage zone 1 (Z1) qui n'est pas équipé d'extincteur. Un extincteur à dioxyde de carbone est disponible dans le local à proximité immédiate, nommé zone 2.

Le deuxième produit est stocké dans le local de stockage zone 5 (Z5), qui est équipé d'un extincteur.

Les deux locaux de stockage Z1 et Z5 sont équipés de détecteurs à incendie.

L'exploitant précise que du sable et des absorbants industriels sont disposés à plusieurs endroits du site. Il y a notamment un petit stock de sable dans le local zone 2 qui nécessiterait d'être complété.

Pour les 2 produits, les autres mesures de maîtrise des risques des FDS sont mises en œuvre (équipement de protection individuelle, mesures de stockage, élimination des déchets en filière dédiée).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit mettre en place un extincteur dans le local de stockage de la zone 1. Il doit également remplir régulièrement la réserve de sable absorbant.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-I

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Art 25 - I Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;

- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;

- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à

| |
|---|
| 800 litres. |
| <p>Constats :</p> <p>Les produits stockés dans les locaux Z1 et Z5 sont sur des racks avec des rétentions. Ils sont conservés dans leur contenant d'origine avec leur étiquetage.</p> <p>Dans le local de stockage Z5, les rétentions sont de capacité suffisante.</p> <p>Dans le local de stockage Z1, les racks peuvent contenir jusqu'à 4 m³ (4 IBC) de produits pour une rétention de 1,05 m³, ce qui n'est pas suffisant (la rétention doit être au minimum de 2 m³).</p> <p>Dans son courriel, suite à la visite d'inspection, l'exploitant précise qu'il est prévu de redimensionner les bacs de rétentions à 2 m³, et qu'en attendant, il stocke au maximum 2 m³ de produits par rétention.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Au regard des volumes de produits habituellement stockés dans le local de stockage de la zone 1, l'exploitant doit augmenter la capacité des rétentions (2 m³ au minimum pour un stockage de 4 m³ de produits).</p> <p>Dans l'attente de ces aménagements, il doit mettre en conformité les volumes stockés au regard des capacités de rétention disponibles, c'est-à-dire stocker au maximum 2 m³ de produits.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 25-II |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rétention |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant, a présenté le fichier Excel contenant plusieurs onglets avec : l'état des stocks précisant notamment la propriété du produit (acide ou base), le lieu du stockage, ainsi que le plan associé.</p> <p>Dans le local de stockage Z5, sont stockés uniquement des produits basiques. Il y a également deux produits qui n'étaient pas prévus d'être stockés dans ce local d'après le plan des stocks. Par courriel envoyé après la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'il a déplacé ces 2 produits dans le local maintenance.</p> <p>Dans le local de stockage zone Z1, sont stockés des produits acides et un produit basique, qui est stocké sur un rack à part avec une rétention dédiée.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmettra les FDS de ces 2 produits non identifiés dans l'état des stocks et justifiera</p> |

| |
|--|
| la pertinence de leur stockage (capacité de rétention, compatibilité,...). |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p><i>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</i></p> |
| <p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté à l'inspection le fichier Excel contenant l'état des stocks par produits, ainsi que le plan associé.</p> <p>L'inspection a visité les locaux de stockage Z1 et Z5. Pour ces deux locaux, la quantité par type de produits est conforme à ce qui est indiqué dans l'état des stocks.</p> <p>Cependant, quelques produits stockés notamment dans l'atelier de maintenance, et 2 IBC dans le local de stockage zone 5, ne sont pas répertoriés dans le fichier Excel de l'état des stocks (cf point de contrôle 1).</p> <p>Le tableau comporte également quelques erreurs de pH.</p> <p>Il n'y a pas de plan à l'entrée des locaux de stockage indiquant la répartition des types de produits sur les racks.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit apporter certaines corrections au fichier Excel de l'état des stocks : tous les produits présents sur le site doivent y être répertoriés, et certaines caractéristiques des produits (notamment pH), doivent être corrigées.</p> <p>Un plan de stockage par type de produits pourrait être affiché dans chacun des locaux de stockage, afin de permettre d'identifier plus rapidement les produits en cas d'incendie et éviter les erreurs de stockage.</p> |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 1 mois |